

---

## COMPTE-RENDU

***DE PRIJS VAN DE SCHEIDING*, dir. F. JUDO, S. VAN DE PERRE,  
Kapellen, Pelckmans, 2007, 317p.**

---

*Pierre-Olivier de Broux (FUSL)*

Quel est le prix de la liberté, se demandent d'emblée Stijn Van de Perre (KUBrussel) et Frank Judo (KULeuven), les directeurs scientifiques de l'ouvrage « *De prijs van de Scheiding* », en citant Montesquieu. Une telle question est-elle dépourvue de toute arrière pensée, lorsqu'elle est posée en tête d'un travail abondant de manière scientifique la scission des provinces du Sud du Royaume-Uni des Pays-Bas en 1830, qui a donné naissance à la Belgique ? L'Histoire est ainsi faite que son étude reflète souvent les préoccupations de ceux qui l'étudient. La parution de ce livre au cours de l'année durant laquelle l'hypothèse d'une séparation de la Belgique a été plus souvent évoquée que jamais auparavant ne justifie-t-elle d'ailleurs pas ces préoccupations ? La curiosité du lecteur belge en est évidemment accrue : pourra-t-il trouver dans ce passé les fondements d'une Belgique unie, les justifications d'une Belgique (con-)fédérale, ou des arguments en faveur d'une séparation inéluctable, voire souhaitable, de son pays ? Un peu de tout, probablement.

Que l'historien cependant se rassure : tel n'est pas l'objet du travail collectif ici présenté. Il s'agit au contraire, au travers de neuf exposés passionnants et du recours régulier à la caricature ou au croquis d'époque, d'offrir un regard original sur cet épisode bien connu de notre histoire nationale. Cette originalité est, du point de vue belge, essentiellement offerte par l'étude approfondie des principales conséquences économiques et culturelles de la scission de 1830, présentée de manière volontairement anachronique comme le premier 'audit' de ces événements et de la période qui les a immédiatement suivis.

Pour introduire cette étude, Etienne Rooms (KMS) brosse une large synthèse de l'histoire politique de nos contrées, en inscrivant les années 1830-1839 dans leur contexte. L'évolution des rapports politiques est ainsi rendu particulièrement compréhensible, mettant notamment en évidence la transformation des idées qui peut caractériser un changement de génération au sein d'un même mouvement politique. Les oppositions idéologiques sont cependant relativisées, en rappelant que des divisions linguistiques et sociales coexistaient nécessairement dans le pays, même si elles n'étaient pas (encore) représentées au Parlement. Ceci exposé, ces divisions ne se trouvent pas nécessairement là où elles étaient attendues : Etienne Rooms rappelle que le peuple flamand lui-même s'est opposé à Guillaume I<sup>er</sup> lorsqu'il a tenté d'imposer le néerlandais aux provinces du Sud : le néerlandais risquait de supplanter le flamand ou le brabançon. Autre clivage qui transcende les mouvements politiques : la croyance dans la viabilité économique et culturelle du nouvel Etat que forme la Belgique, qui s'oppose aux velléités de maintenir l'union avec les Pays-Bas, voire de rattachement à la France. Cette question n'était pas dépourvue de pertinence : si les partisans de l'indépendance l'ont finalement emporté, les nombreux accords économiques et culturels conclus ensuite par la Belgique avec ses voisins témoignent de l'importance des liens qui les unissent.

1830-1839, c'est donc la seule période qui a permis de cultiver l'orangisme, la volonté de renouer l'union avec les Pays-Bas. Les connaissances approfondies de Frank Judo sur ce sujet sont ici

mises à profit pour nous faire découvrir les multiples facettes de ce mouvement « *écartelé* », auquel dix ans d'indépendance belge ont mis un terme. Des industriels aux « *préflamingantistes* », des anticléricaux aux réactionnaires, Frank Judo fait résonner les voix du passé au travers de larges citations et de renvois à la presse de l'époque.

Jan Pauwels (KBR – UA) examine ensuite les conséquences de la séparation de 1830 sur la langue et les lettres flamandes. Cette étude, d'autant plus intéressante qu'elle défriche un thème peu exploré, nous fait d'abord découvrir Jan Frans Willems et Prudens van Duyse, figures proéminentes de la culture flamande sous Guillaume Ier, devenues victimes de la séparation, avant d'être réhabilitées enfin au service du nouvel Etat belge. Ils ne sont cependant pas seuls représentants de la langue et des lettres flamandes : universités, associations, revues,... ont constitué à cette époque un puissant vecteur de diffusion de cette culture flamande, fidèle à la Belgique tout en luttant sans discontinuer en faveur de la langue flamande.

La contribution de Nele Bracke (UGent) nous fait traverser, de manière particulièrement documentée, les statistiques récoltées durant les premières années d'existence de l'Etat belge. Si, à elles seules, ces données présentent un intérêt majeur pour l'Histoire, Nele Bracke fait en plus en nous montrant tant les objectifs poursuivis que l'usage fait alors de ces statistiques. Cet article fait fort bien état de la prise de conscience des dirigeants de l'époque à l'égard de ces données, et de l'impact que de telles données pouvaient avoir pour la construction du pays ainsi que pour le bien-être de la population et de l'économie.

Edwin Horlings (Regioplan Beleidsonderzoek) trace ensuite les grandes lignes des causes et des conséquences économiques de la séparation du Royaume Uni des Pays-Bas. Il démontre, chiffres à l'appui, l'importance des inégalités fiscales ainsi que des transferts d'argent public entre le Sud et le Nord, qui constituent sans doute les ferments économiques, conscients ou non, du 'divorce'. Si, par ailleurs, cette scission a fait perdre près de 50% de ses recettes fiscales aux Pays-Bas (pour seulement 20% de dépenses en moins), Guillaume I<sup>er</sup> y a rapidement substitué les revenus provenant de l'exploitation accrue des colonies néerlandaises. A moyen terme, cela a favorisé la croissance économique de son royaume. La Belgique, pour sa part, bien que privée dans un premier temps du port d'Anvers et des anciens débouchés coloniaux hollandais, a su apporter des réformes rapides à son système fiscal tout en conservant des moyens importants pour moderniser ses infrastructures et favoriser sa propre expansion.

Les deux précédents articles introduisent à merveille les deux principales contributions de cette étude, en terme de volume comme d'analyse. S'appuyant sur de très nombreuses sources (notamment statistiques et financières) et sur une fine connaissance des informations qu'elles contiennent, Stijn Van de Perre livre les résultats de deux remarquables recherches. La première porte sur les interminables négociations diplomatiques qui ont permis à la Belgique et aux Pays-Bas de répartir entre eux la charge de la dette de l'ancien Royaume Uni des Pays-Bas, sous la houlette des cinq grandes puissances de l'époque. Ces discussions ont duré près de quatorze années, et ont eu de sérieuses incidences, à court comme à long terme, sur les finances publiques du nouveau royaume. Si l'existence de ces forums diplomatiques était bien connue, l'accent mis sur le partage de la dette demeure relativement original dans l'historiographie. Dans sa seconde contribution, Stijn Van de Perre aborde la question des finances publiques du jeune Etat belge. Les recettes, les dépenses et la politique fiscale y sont successivement détaillés durant la première décennie après l'indépendance. Les principaux problèmes financiers liés à la séparation y sont analysés : l'importance des dépenses en matière de défense comme de dédommagement des victimes du conflit ; les difficultés d'accès au crédit d'un état dont l'existence demeurait incertaine et le caractère précaire des recettes fiscales. Les réformes significatives des finances publiques y sont également décodées : renforcement du contrôle parlementaire, investissements

dans les infrastructures de transport et de communications, devenant à leur tour sources de recettes pour l'Etat. La politique fiscale, par contre, semble s'être réfugiée dans un flou artistique permettant finalement, malgré quelques modifications spécifiques, de poursuivre le système de perception fiscale mis en place sous Guillaume I<sup>er</sup>.

L'exercice se termine enfin par une étude de cas symbolique : celle du prix payé par le port d'Anvers lors de la scission. Qui mieux que Karel Veraghtert (UA – Université de Tilburg) pouvait décrire ce passage d'un port néerlandais florissant, dépassant Rotterdam en importance, à une ville belge privée de sa clientèle coloniale et internationale, de son accès à la mer comme au Rhin. Comme déjà évoqué pour d'autres contributions, les drames à court terme deviennent des facteurs de progrès déterminants. La conclusion rapide de nouveaux accords commerciaux comme la construction du chemin de fer reliant Anvers à Cologne (le « Rhin de fer »), imposées par l'état de nécessité dans lequel se trouvait le port d'Anvers, sont rapidement devenus des atouts majeurs de la croissance économique de la ville.

La conclusion de l'ouvrage a été confiée à Els Witte (VUB), qui utilise sa connaissance étendue de la période pour mettre en évidence les vastes champs de recherche inexplorés ou ouverts par cette étude, notamment en matière sociale, scientifique et linguistique. Elle réalise par la même occasion un état historiographique de la séparation, en y inscrivant chacune des contributions commentées ci-dessus.

Comparaison n'est pas raison, mais pour conclure, tout qui voudra tirer des enseignements du passé trouvera dans cet ouvrage matière à réfléchir sur certains enjeux de la séparation d'un pays, accompagné des balises nécessaires pour empêcher toute instrumentalisation abusive de ce passé. « L'audit » est donc réalisé, qui plus est dans un langage clair et abordable, dépourvu de toute technicité économique, et ses conclusions sont riches d'enseignements. Il permet d'inscrire les « pertes et profits » d'un tel « divorce » dans une perspective beaucoup plus large que l'immédiateté à laquelle le débat belge est aujourd'hui soumis. Un ouvrage à recommander, par conséquent, et dont on souhaite qu'il ne profite pas qu'aux historiens.